

2,3 milliards de dollars sont nécessaires pour scolariser les enfants des pays déchirés par la guerre

Paris, le 6 juillet : Selon un [nouveau document](#) du Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous (GMR) de l'UNESCO, 34 millions d'enfants et d'adolescents ne sont pas scolarisés dans les pays touchés par un conflit. Les plus vulnérables sont les plus durement atteints : pour les plus pauvres, la probabilité de ne pas être scolarisé est deux fois plus grande dans les pays en conflit que dans les pays en paix. Il ressort de ce document que 2,3 milliards de dollars des États-Unis seraient nécessaires pour les scolariser – soit un montant dix fois supérieur à la part de l'aide humanitaire actuellement consacrée à l'éducation.

Selon [la dernière édition du GMR](#), seul un tiers des pays a atteint les objectifs mondiaux pour l'éducation définis en 2000, et les conflits armés sont l'un des principaux obstacles à une amélioration des résultats dans ce domaine. Le présent document donne la mesure des défis que représentent ces conflits. Dans les pays touchés par un conflit, les enfants présentent un risque de plus de 50 % de ne pas être scolarisés, et les adolescents un risque de plus de 60 %, par rapport aux pays en paix. Dans les pays en guerre, les jeunes femmes ont presque 90 % de risques de ne pas être scolarisées dans l'enseignement secondaire.

« Retourner à l'école est peut-être la seule lueur d'espoir et le seul signe de normalité pour beaucoup d'enfants et de jeunes des pays en crise », a affirmé Irina Bokova, la Directrice générale de l'UNESCO. « La Déclaration d'Incheon adoptée par 160 pays constitue un engagement à répondre aux besoins de ces populations, grâce à des systèmes éducatifs plus résilients, résistants et inclusifs, ainsi qu'une riposte aux crises englobant les étapes d'urgence, de relèvement et de reconstruction. Quand survient une crise, l'éducation doit être considérée comme un élément de réponse immédiate et une partie intégrante de toute stratégie de consolidation de la paix. »

L'insuffisance des financements est l'une des principales raisons qui expliquent le lourd tribut payé par l'éducation dans les zones de conflit. En 2014, le secteur n'a reçu que 2 % de l'aide humanitaire. Ce document affirme que même l'objectif proposé de 4 % défendu depuis 2011 serait encore insuffisant. En admettant qu'il ait été atteint en 2013, 15,5 millions d'enfant et de jeunes seraient malgré tout restés dépourvus de la moindre aide humanitaire pour leur éducation.

Aaron Benavot, Directeur du Rapport mondial de suivi sur l'EPT, a déclaré : « Cela fait un certain temps déjà qu'il aurait fallu définir un nouvel objectif pour orienter les financements vers l'éducation en période de conflit. Les cibles actuelles sont très insuffisantes et ont pour effet de détourner l'attention des besoins réels des enfants et des jeunes sur le terrain. Pour l'enseignement primaire, il faudrait une somme supplémentaire de 38 dollars des États-Unis par enfant dans les zones de conflit. Dans le premier cycle de l'enseignement secondaire, le montant nécessaire est estimé par 113 dollars par adolescent. Assurément nous pouvons trouver ces fonds. La plupart d'entre nous n'auraient qu'à retourner leurs poches pour y trouver de quoi financer l'éducation d'un enfant. »

Les médias injustement accordent plus d'attention à certains pays qu'à d'autres : entre 2000 et 2014, plus de la moitié de l'aide humanitaire réservée à l'éducation a été allouée à seulement 15 appels sur 342.

Beaucoup d'appels ne répondent pas à tous les besoins. En 2013, on a estimé à 21 millions le nombre de personnes nécessitant un soutien éducatif dans des pays touchés par des conflits. Les appels à l'aide humanitaire ont concerné à peine 8 millions d'entre eux. Sur ces 8 millions, seuls 3 millions ont reçu une assistance après la distribution des fonds – ce qui a laissé 18 millions de personnes sans aucune aide.

Le document propose un nouvel objectif financier fondé sur des données factuelles et formule des recommandations pour renforcer la structure actuelle de l'aide consacrée à l'éducation en situation de crise :

1. Il faut procéder à une évaluation objective et systématique des besoins afin de véritablement comprendre la nature des besoins des enfants et des adolescents dans les zones en conflit.
2. Il faut développer des synergies entre le financement humanitaire et le financement du développement : le Sommet humanitaire mondial en juillet 2016 ainsi que le panel de haut niveau sur le financement humanitaire qui doit être créé avant la fin de l'année 2015 constitueront des occasions de donner à l'architecture du financement humanitaire un caractère plus pertinent et réaliste.
3. Il faut combler de toute urgence le déficit de 2,3 milliards de dollars des États-Unis pour le financement de l'éducation en situation de conflit, un montant dix fois supérieur à la part de l'aide humanitaire actuellement allouée à l'éducation.
4. Tous les nouveaux fonds mondiaux d'urgence pour l'éducation devraient s'assurer que les ressources dédiées à l'éducation en situation de crise soient complémentaires, flexibles et prévisibles. Les financements doivent être alignés sur les besoins. Il faut resserrer la collaboration avec le Partenariat mondial pour l'éducation et le pôle d'éducation mondial.

-0-

FIN

Pour des interviews, des infographies ou de plus amples informations, contactez Kate Redman : k.redman@unesco.org 0033 602049345

Lien pour le document : <http://bit.ly/conflictedu>

Notes aux rédacteurs :

Développé par une équipe indépendante et publié par l'UNESCO, le Rapport mondial de suivi sur l'Éducation pour tous est une référence qui vise à informer, influencer et soutenir un véritable engagement envers l'éducation pour tous.

Twitter : [@EFAReport](https://twitter.com/EFAReport)

Web : www.efareport.unesco.org

Blog : <http://efareport.wordpress.com>